

Le forum international de l'OCDE destiné aux établissements de l'enseignement supérieur.
Pour devenir membre : www.oecd.org/edu/imhe/membre

A découvrir

- La Conférence générale de l'IMHE
- La situation actuelle : tracer les contours de la crise
- Le contexte d'après-crise : investir dans l'enseignement supérieur pour promouvoir une croissance durable
- Impact de la Conférence générale IMHE 2010 : vers un nouvel engagement pour l'enseignement supérieur au service de la société de la connaissance
- Nouvelles de l'IMHE
- Coin des livres
- Calendrier de l'IMHE

LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'IMHE

La Conférence de l'IMHE de 2010 est organisée dans le contexte de la récession la plus synchronisée qu'ont connu les pays de l'OCDE depuis plus d'un demi-siècle. Comment le secteur de l'enseignement supérieur – gouvernements, institutions, organisations associées et individus – peut-il s'adapter au mieux à ces nouvelles circonstances et aider à retrouver un développement durable ? Cette conférence visera également à déterminer les tendances à long terme dans un contexte global sur la base de l'analyse des politiques nationales, des études de cas institutionnelles et des dernières recherches de l'OCDE et d'ailleurs. Étant donné les défis en matière d'emploi auxquels sont confrontés les pays de l'OCDE depuis la fin de la récession, le thème de la productivité fera probablement l'objet d'une attention particulière. S'appuyant à la fois sur des aspects économiques et sociaux, cet événement présentera un secteur de l'enseignement supérieur dynamique – et un système d'enseignement moderne – dans le cadre du processus de reprise de la croissance.

Avec l'émergence de la société de la connaissance au cours des deux dernières décennies, l'enseignement supérieur est davantage montré du doigt. Cette analyse mondiale a souligné d'importants écarts en matière de capacité – à la fois au niveau intra-national et entre les régions. Pour assurer un avenir durable à l'ensemble des nations, ces écarts doivent être réduits. Le « monde en profonde mutation » évoqué dans l'intitulé de la conférence implique un véritable débat à l'échelle internationale.

Dans ce contexte, la conférence permettra d'apporter des réponses aux nombreuses questions figurant actuellement à l'ordre du jour international en matière d'enseignement supérieur : *mondialisation, massification, gouvernance, équité, accès et diversification, internationalisation et mobilité académique, enseignement, apprentissage et programme d'étude (y compris l'évaluation des résultats de l'enseignement), assurance qualité, financement, fonds publics/privés, profession universitaire, recherche, nouvelle vague de technologies de l'information et de la communication (TIC) et apprentissage à distance, et engagement au niveau social.*

- La Conférence générale du programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE) aura lieu au siège de l'OCDE à Paris, France du 13 au 15 septembre 2010. Environ 400 participants, venus de 46 pays sont attendus.
- Les intervenants clés de cet événement sont des décideurs politiques, des dirigeants institutionnels et des experts académiques notoirement reconnus. Il s'agit, entre autres :
 - Soumitra DUTTA, Professeure des Systèmes d'Informations et Doyenne des Relations Extérieures, INSEA
 - Malcolm GRANT, Président et Prévôt, Université du Collège de Londres
 - Maria Helena GUIMARAES DE CASTRO, Ancienne Ministre de l'Enseignement Supérieur, Brésil
 - Luc MONTAGNIER, Prix Nobel 2008
 - Charles REED, Chancelier, Université de l'Etat de Californie
 - Alan RUBY, Senior Fellow, Penn GSE



Suivez les commentaires et les discussions sur de la Conférence générale sur educationtoday.org :

N'hésitez à *twitter* – Utilisez le caractère suivant dans vos messages : #OECDHE

Coincitant avec de la clôture de la [Conférence générale de l'IMHE](#), l'OCDE lance un projet de média social intitulé « Vous avez la parole » le 15 septembre 2010. Puisque l'OCDE croit au pouvoir de l'éducation pour le futur, le projet vise à recueillir des réponses à la question, « Dans le contexte de la crise économique, que pensez-vous être l'action la plus importante à entreprendre dans l'éducation aujourd'hui ? » Ceux qui souhaitent participer peuvent voter sur plus de 50 idées et soumettre leurs propres idées pour que tout le monde à travers le globe puisse voter. Les meilleures idées seront présentées aux ministres de l'éducation de l'OCDE, aux chefs d'entreprise mondiaux, aux experts techniques et aux universitaires lors du Forum sur les Politiques d'Éducation à l'OCDE à Paris le 4 novembre. Les ministres de l'éducation seront alors invités à réagir aux propositions et une compilation vidéo sera disponible peu de temps après l'événement.

Joignez-nous à la Conférence générale IMHE, *L'Enseignement supérieur dans un monde en profonde mutation. Faire plus avec moins.*

Pour une liste complète des intervenants confirmés ainsi que pour voir le programme prévisionnel, n'hésitez pas à vous rendre sur le site web de la Conférence générale www.oecd.org/edu/imhe/generalconference.

LA SITUATION ACTUELLE : TRACER LES CONTOURS DE LA CRISE

La reprise débute à peine, mais reste fragile et inégale. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit une hausse des échanges internationaux de 9,5% en 2010. En revanche, l'instabilité et l'austérité continuent de toucher de nombreux pays développés. Le spectre du chômage hante encore à grande échelle. Par exemple, les États-Unis ont enregistré des taux de chômage frôlant les 10% au cours de l'hiver 2009-10, bien que la situation se soit largement améliorée au printemps. En septembre 2010, la conférence devrait présenter à la fois les réponses les plus marquantes apportées par les institutionnels de l'enseignement supérieur pour faire face aux pressions imminentes et proposer des approches à plus long terme pour suivre les orientations de la politique en matière d'enseignement supérieur.

Une récente étude menée par l'OCDE, en collaboration avec 24 pays participants, a permis de définir un nouveau cadre pour l'élaboration de politiques futures (*L'enseignement supérieur au service de la société de la connaissance, OCDE, 2008*). Toutefois, ce nouveau cadre permet-il de faire face au climat de volatilité difficile à appréhender après la récession ? La conférence IMHE 2010 s'articulera autour d'éléments probants concernant : la portée et la nature de la crise, les nouvelles réglementations gouvernementales, les impacts visibles (favorables ou défavorables) à ce jour, les stratégies de survie élaborées avec succès par les institutionnels, des exemples d'actions « à éviter » et des prévisions sur les actions à entreprendre jusqu'en 2015. La conférence accueillera non seulement des membres de l'OCDE, mais également les nombreux pays à revenu faible et intermédiaire, qui ont déjà largement commencé à investir dans la modernisation de ce secteur.

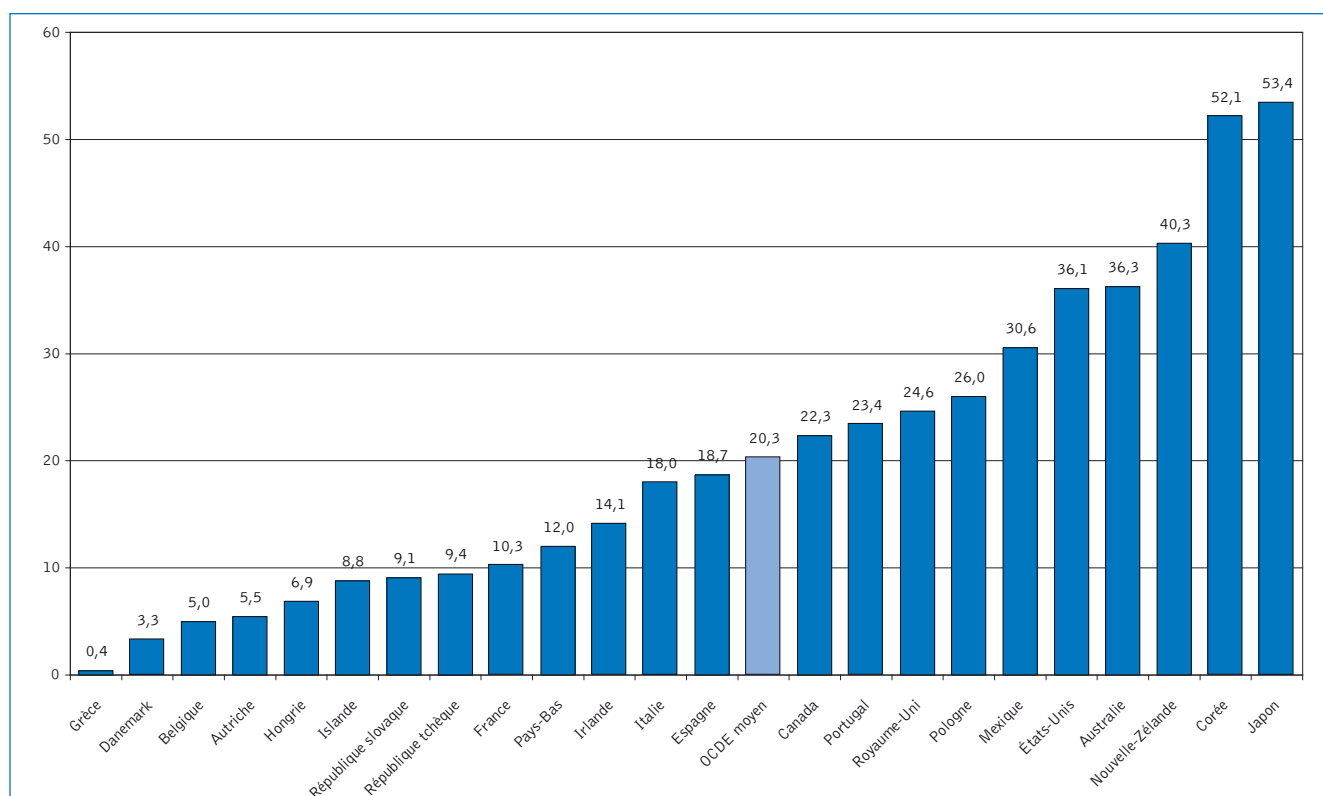
La société de la connaissance se caractérise par sa diversité, représentée sous de multiples formes par des approches variées et localisées pour l'établissement de priorités communes. Le principe d'« Égalité dans la diversité » respecte les profils, la formation et les compétences des institutionnels et des étudiants. Ce principe reconnaît également la diversité du capital humain : intellectuelle, émotionnelle, culturelle, technologique, etc. En outre, certains pays émergents devancent les principaux pays de l'OCDE en matière d'accès à l'enseignement supérieur et de capacité d'enseignement. Pour mieux comprendre cette société, il est nécessaire d'analyser de plus près les techniques d'évaluation de la qualité, de l'impact et des résultats effectifs de l'apprentissage. Des initiatives telles que les travaux novateurs réalisés par l'OCDE dans le

domaine de l'assurance qualité (AQ) de l'enseignement supérieur, et son projet d'Évaluation des résultats de l'enseignement supérieur (AHELO), ainsi que les recherches croissantes menées dans le domaine de l'enseignement doctoral, devraient être évaluées puis dupliquées. Ainsi, les étudiants seraient mieux armés pour faire face à la diversité socioculturelle de la mondialisation. Cela permettrait également d'ouvrir des voies plus équitables pour promouvoir la mobilité sociale.

La modernisation de l'enseignement supérieur joue un rôle clé dans le développement la société de la connaissance. Cette question figurait à l'ordre du jour de la Réunion des ministres de l'Éducation de l'OCDE en 2006 (Athènes, Grèce) et fut ensuite reprise et développée dans le cadre du processus d'analyse de l'enseignement supérieur. Les priorités sont : *la gouvernance, la durabilité sectorielle, le financement, l'évaluation de la qualité et analyse d'impact, la recherche et l'innovation (R et I), ainsi que le marché mondial, la pertinence et l'équité*. Cette événement a permis d'anticiper les défis considérables soulevés par la diversification de la demande, la portée, le rôle majeur de l'économie et l'engagement au niveau social. La période de post-récession, dirigée par le concept de « faire plus avec moins » pour faire face à la reprise économique, peut grandement accélérer le processus de réponse. Certaines pratiques anciennes doivent nécessairement laisser place à des approches plus modernes et plus adaptées au contexte socio-économique en pleine mutation. Le franchissement de cet obstacle permettrait d'ouvrir des perspectives favorables pour l'enseignement, si les institutions décident de se positionner en tant que principaux moteurs du processus de reprise et plus.

Même si une hausse de la productivité est essentielle dans un futur proche, l'accent doit avant tout être mis sur le social. Cette approche sert également à rappeler la place importante de l'enseignement supérieur au niveau mondial, régional, national et local. Il faut agir rapidement pour prévenir une crise persistante de l'emploi et sécuriser le bien-être social et économique des citoyens. Il est crucial de poursuivre le débat sur les revenus et les coûts, mais en rappelant l'inquiétude existante face aux pratiques de gestion et pratiques commerciales utilisées à l'heure actuelle. Le rôle des institutions d'enseignement supérieur, à savoir instruire et former les citoyens de tous âges, et contribuer à la diffusion de nouvelles connaissances par la recherche, concerne l'ensemble des acteurs sociaux impliqués dans le processus de reprise. Cette approche permet de réaffirmer le statut de l'enseignement supérieur en tant que bien public. Par conséquent, la productivité fait désormais partie de l'engagement et de la responsabilité du secteur au niveau social, mettant l'accent sur les solutions constructives à élaborer pour répondre aux interrogations immédiates et émergentes à tous les niveaux.

Dépenses partagées pour l'enseignement supérieur provenant des foyers, 2005 (%)



Source: OCDE

LE CONTEXTE D'APRÈS-CRISE : INVESTIR DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR PROMOUVOIR UNE CROISSANCE DURABLE

La reconstruction d'après-crise doit se faire avec prudence et pragmatisme. Les gouvernements qui tentent de trouver des solutions de reprise s'inquiètent du fait que la croissance économique est plus évidente dans les pays non membres de l'OCDE. La crise a poussé à s'interroger sur le fondement moral du modèle qui a conduit l'économie de marché à intégrer des conséquences sociales. Dans ce climat, l'ordre public devra relever de lourds défis (anciens et nouveaux), comme payer la facture de la récession, regagner la confiance des investisseurs, faire face au vieillissement de la population des pays de l'OCDE, à l'immigration, à la volatilité des marchés du travail – y compris l'emploi des jeunes – et financer les nouveaux coûts en matière d'enseignement et de santé. Étant donné que l'enseignement moderne participe à la stratégie de réponse, cela permet à nouveau de souligner que la productivité à des avantages à la fois sociaux et économiques.

L'impact de l'investissement social dans l'enseignement est réel – bien que, en cas de négociations budgétaires serrées, cette idée doit être fortement défendue et l'efficacité de cet investissement démontrée de manière visible. Ceci est régulièrement documenté dans la revue *Regards sur l'éducation* publiée par l'OCDE (ex: le rendement net public, le capital humain qualifié comme base de la société/l'économie de la connaissance, de meilleurs résultats sociaux à long terme). Cependant, à l'heure actuelle, le secteur de l'enseignement supérieur doit opérer dans un contexte socio-économique difficile avec des défis spécifiques à relever (ex: la hausse de la demande d'étudiants à cause de la volatilité du marché du travail et de la baisse des opportunités d'emploi, la nécessité d'encourager l'enseignement/la formation pour les groupes sociaux « à risque » et de répondre à une plus forte demande de reconversion des travailleurs, tout en assurant une formation adéquate dans des contextes démographiques différents). En même temps, la demande au niveau mondial s'accroît, avec un nombre encore plus important de jeunes diplômés qui cherchent un emploi à travers le monde. Cette question est importante pour identifier le capital humain qualifié, dans le cadre du développement d'un marché du travail global plus mobile.

Après la récession, les pays de l'OCDE s'attendent à faire face à davantage de réglementations. En tant que secteur public, l'enseignement supérieur devra clairement démontrer la performance des investissements dans ce domaine opérés par les sphères publiques et privées, ainsi que la place qu'il occupe dans le processus de reconstruction. Malgré les excellents résultats de l'OCDE à ce jour, la pression de faire plus avec moins de ressources peut s'intensifier. Ces défis sont susceptibles d'avoir des répercussions sur les missions et les profils institutionnels, ainsi que sur les stratégies d'information et d'alliance destinées à promouvoir l'engagement social et la croissance économique.

IMPACT DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE IMHE 2010 : VERS UN NOUVEL ENGAGEMENT POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE

Les perspectives internes ou externes domineront-elles après 2010 ? Les institutions – qui font face à une pression croissante pour aider à la reconstruction nationale – ne préféreraient-elles pas plutôt un débat sur « faire plus avec moins » en ce qui concerne leur économie (et les économies similaires) afin de mesurer leurs efforts par rapport à ceux de leurs pairs ? Ou, à travers des initiatives internationales pour renforcer les liens entre les pays de l'OCDE et les autres pays, ne faudrait-il pas imposer un débat mondial sur les réponses de la politique de l'enseignement supérieur ? Ces réponses ne sont pas définitives ; cependant, il faut tirer les leçons du partage des expériences. La tension entre ces deux approches devrait faire l'objet d'un débat plus approfondi, en tenant compte des perspectives à court terme et à long terme.

Que la reconstruction soit rapide ou lente, la crise a fait prendre conscience aux gouvernements que les citoyens font moins confiance aux gestionnaires politiques et économiques, et désapprouvent clairement les excès du modèle de marché. C'est la hausse du chômage qui est à l'origine de ces vives réactions. Pourtant, les crises sont toujours sources de dangers et d'opportunités : réconcilier l'idée d'établir une politique à plus long terme avec les approches qui révèlent une meilleure productivité, de nouvelles attitudes et des rôles plus importants confiés aux acteurs principaux, garantissant une prise de décision plus juste et plus rationnelle, un climat difficile et la nécessité de nourrir la créativité humaine malgré des périodes économiques assez sombres.

Il faut à nouveau mettre l'accent sur les partenariats et le dialogue entre les parties intéressées, qui ont longtemps été considérés comme un soutien essentiel à la mise en œuvre de politiques. Cette coopération pourrait s'avérer cruciale pendant la période d'après-crise. Ainsi, comment stimuler au mieux les stratégies innovantes et plus efficaces pour mettre en place ce mécanisme de coopération ? Placer les étudiants au cœur du débat et de l'action, élaborer des solutions TIC, renforcer l'interaction employeur/secteur privé et promouvoir l'ouverture à la collectivité, sont des solutions essentielles qu'il faut envisager. Les citoyens tirent une plus grande satisfaction lorsqu'ils participent au développement social à tous les niveaux et par tous les moyens, car ils ont le sentiment de « faire partie de la solution ». Par conséquent, cette base déjà bien solide devrait être examinée en détail lors de la conférence.

Encore plus important, les institutions peuvent-elles gérer elles-mêmes la crise et tirer profit des solutions sur le long terme ? Il en ressortirait un secteur de l'enseignement supérieur plus sensé et plus dynamique, qui considérerait le rôle et l'expertise de l'enseignement moderne – par consensus social plutôt que par propre conviction – comme des piliers du développement national et mondial.

NOUVELLES DE L'IMHE

L'IMHE a le plaisir d'accueillir de nouveaux membres :

- > La Trobe University – Australia
- > Université Laval - Canada
- > Universidad del Bío-Bío – Chile
- > Ecoles des hautes études en santé publique - France
- > Technological and Educational Institute of Patra – Greece
- > Korean Educational Development Institute (KEDI) – Korea
- > University of Luxembourg - Luxembourg
- > CETYS University – Mexico
- > Norwegian Network for Private Higher Education Institutions (NPH) – Norway

- > EAIE - European Association for International Education – Netherlands
- > Agência de Avaliação e Acreditação do Ensino Superior (A3ES) - Portugal
- > Moscow State University for Economics, Statistics, and Informatics (MESI) – Russia
- > National Training Foundation – Russia
- > Southern Federal University – Russia
- > University of Pretoria, South Africa
- > University of Texas at El Paso – United States

Examens des politiques nationales d'éducation : l'enseignement supérieur en Égypte 2010

OECD Publishing, ISBN: 9789264084346

Cet ouvrage fournit une analyse indépendante du système d'enseignement supérieur égyptien et se concentre sur les questions qui requièrent toute l'attention des décideurs politiques et des acteurs concernés, notamment la gestion du système et la gouvernance institutionnelle ; l'accès des étudiants à l'enseignement supérieur ; la qualité et l'efficacité de l'enseignement ; la recherche, le développement et l'innovation ; et le financement. Il présente une évaluation du système et fournit des recommandations précieuses qui, prises dans leur ensemble, représentent les principales réformes structurelles et culturelles de l'enseignement supérieur en Égypte à mettre en place au cours de la décennie 2010-2020.

Reconnaître l'apprentissage non formel et informel : résultats, politiques et pratiques

Éditions OCDE, ISBN: 9789264063846

Ce rapport, qui repose sur des examens de 22 pays, explore les avantages de la reconnaissance des résultats de l'apprentissage non formel et informel, et dresse un état des lieux des politiques et pratiques existantes avant d'émettre des recommandations sur les façons d'organiser la reconnaissance de ces systèmes d'apprentissage.

La stratégie de l'OCDE pour l'innovation : Pour prendre une longueur d'avance

Éditions OCDE, ISBN: 9789264084704

Innover au moment opportun et de manière ciblée stimule la productivité, favorise la croissance économique et aide à résoudre les problèmes de

société. Mais comment les gouvernements peuvent-ils encourager davantage de personnes à innover?

Mesurer l'innovation : Un nouveau regard

Éditions OCDE, ISBN: 9789264059467

Mesurer l'innovation: Un nouveau regard propose de nouveaux outils de mesure ainsi qu'une nouvelle perspective sur les indicateurs classiques. Cette publication se fonde sur les cinquante ans d'expérience de l'OCDE dans l'élaboration d'indicateurs ...

OECD Factbook 2010

OECD Publishing, ISBN: 9789264084032

The sixth edition of a comprehensive and dynamic statistical annual from the OECD features a focus chapter on the crisis and beyond. More than 100 indicators cover a wide range of areas and data are provided for all OECD member countries with area totals, and in some cases, for selected non-member economies.

OECD Economic Outlook

OECD Publishing, ISBN: 9789264085213

It analyses the current economic situation and examines the economic policies required to foster a sustained recovery in member countries. The present issue covers the outlook to end-2011 for both OECD countries and selected non-OECD economies. It is a unique tool to keep abreast of world economic developments.

CALENDRIER DE L'IMHE

13-15 septembre 2010

Conférence générale de l'IMHE : *L'enseignement supérieur dans un monde en profonde mutation. Faire plus avec moins*, Paris, France.
www.oecd.org/edu/imhe/generalconference

Trouvez toutes nos dates de réunion à l'adresse
www.oecd.org/edu/imhemeetings

AUTRES RÉUNIONS

- 1-4 septembre 2010** *32^e Forum de l'EAIR, Linking Society and Universities: New Missions for Universities*, Valence, Espagne
www.eair.nl/forum/Valencia
- 15-18 sept. 2010** *22^e conférence annuelle de l'EAIE*, Nantes, France
www.eaie.org/nantes/
- 12-15 octobre 2010** *Learning by Developing: New Ways to Learn, Conference on Future Expertise in Higher Education*, Laurea University of Applied Sciences, Vantaa, Finlande
<http://lbdconference.laurea.fi/conference.html>
- 15 octobre 2010** *ACA, World-class: the Brave New World of Global Higher Education and Research*, Bruxelles, Belgique
- 20-23 octobre 2010** *Conférence annuelle de l'AEU, Diversities and Commonalities – the Changing Face of Europe's Universities*, Université de Palerme, Italie
www.eua.be/eua-events/
- 18-20 nov. 2010** *Cinquième forum européen sur l'assurance qualité*, Université Claude Bernard Lyon I, France
<http://www.eua.be/eua-work-and-policy-area/quality-assurance/qa-forum/>

23-26 nov. 2010

5^e conférence internationale de Barcelone sur l'enseignement supérieur Higher Education's Commitment to Sustainability: from Understanding to Action, Universitat Politècnica de Catalunya, Barcelone, Espagne



**Avez-vous changé d'adresse ?
Veuillez en informer l'IMHE.**

Si vous recevez uniquement la version papier de ce bulletin et que vous souhaitez continuer à recevoir ce bulletin, merci de communiquer votre adresse électronique à imhe@oecd.org

IMHE-Info est publié en anglais et en français par le Programme de l'OCDE sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE). Des extraits de ce bulletin peuvent être reproduits en indiquant la source. Toute demande de renseignement, tout commentaire ou article susceptible d'être publié doit être adressé à :

Leslie Diamond, Programme IMHE, OCDE
2, rue André-Pascal – 75775 Paris Cedex 16
France
Tél. : (33) 1 45 24 92 24 ou (33) 1 45 24 75 84
Fax: (33) 1 44 30 61 76
imhe@oecd.org
www.oecd.org/edu/imhe